

Unité départementale de la Somme
12 rue du maître du monde
80440 GLISY

Lille, le 14 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



GURDEBEKE SA

Ecopole Carimara
80320 LIHONS

Références : [référence à compléter](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2022 dans l'établissement GURDEBEKE SA implanté Ecopole Carimara 80320 LIHONS. L'inspection a été annoncée le 15/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA
- Ecopole Carimara 80320 LIHONS
- Code AIOT dans GUN : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site GURDEBEKE SA est une installation de stockage de déchets non dangereux, réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation initiale du 24/03/2000, complété notamment par les arrêtés préfectoraux du 17/07/2015 et 08/08/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mises en demeure du 10/06/2021: contrôle des accès et admission des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accès et circulation dans l'établissement	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	/	Sans objet
Admission des déchets sur site 1	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	/	Sans objet
Admission des déchets sur site 2	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	/	Sans objet
Admission des déchets sur site 3	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	/	Sans objet
Admission des déchets sur site 4	AP de Mise en Demeure du 21/06/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des mesures organisationnelles afin de pallier au manque de contrôle des déchets admis sur le site et des accès. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ces points. L'exploitant a été informé que des inspections inopinées pourront être menées au cours des prochains mois afin de vérifier la pérennité des mesures prises sur ces thématiques. L'inspection propose d'abroger les deux arrêtés de mise en demeure du 10/06/2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
Thème(s) : Autre, contrôle des accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GURDEBEKE SA [...] est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 71.4 de l'APC du 08/08/2018 e prenant les dispositions nécessaires au contrôle efficace des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>Les délais pour respecter la mise en demeure sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- dans un délai d'un mois [...], l'exploitant fera connaître la solution qu'il retient pour satisfaire à la mise en demeure;- dans un délai de trois mois [...], l'exploitant mettra en oeuvre la solution retenue et transmettra les justificatifs de réalisation des travaux ou aménagements. <p>Rappel de la prescription non respectée - article 71.4 de l'AP du 08/08/2018: "Aucune personne étrangère ne doit avoir libre accès aux installations. [...]"</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures d'ouverture, le site est fermé à clé et les accès placés sous télésurveillance. "</p>
<p>Constats : Avant la signature de l'APMD, l'exploitant a informé par courrier du 07/05/2021 qu'il avait mis en place des mesures organisationnelles visant à mieux contrôler les personnes présentes sur le site. il n'a pas retenu la possibilité d'installer une barrière à l'entrée du site.</p> <p>L'inspection n'a pas vocation à imposer des moyens physiques, c'est à l'exploitant de faire ses choix. Ce dernier a été informé lors de la visite, que l'inspection se réservait la possibilité de venir sur le site de manière inopinée, afin de s'assurer que les mesures organisationnelles mises en place sont efficaces.</p> <p>Compte-tenu des mesures présentées, l'inspection propose de lever la mise en demeure du 10/06/2021 relative au contrôle des accès.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets sur site 1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Contrôle à l'admission
Prescription contrôlée : La société Gurdebeke SA [...] est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3, 27 et 30-I alinéas 1 et 4 de l'AMPG du 15/02/2016 [...] sous un délai maximal de 3 mois: - en refusant les déchets autres que les déchets ou mélanges de déchets non dangereux ultimes, ou ne correspondant pas aux déchets annoncés;
Constats : Les livraisons effectuées durant la visite n'étaient pas de nature à être refusées par l'ISDND: malgré la présence, dans l'une des livraisons, de cartons, plastiques, déchets verts, mélangés avec d'autres déchets ultimes, il n'était plus possible de procéder à un tri. L'exploitant a transmis par mail du 26/04/2022 les 5 bordereaux de refus de chargement établis sur le mois de mars 2022: - 3 chargements contenant majoritairement des cartons - 2 chargements contenant des palettes ou du bois
Observations : L'inspection a relevé les coordonnées du producteur des déchets en mélange, qui auraient pu subir un tri en amont. Une inspection sera programmée sur ce site. De son côté, l'exploitant est invité à adresser à son client un courrier lui rappelant ses obligations de tri en amont, conformément à l'attestation de valorisation qu'il a signé par le biais de la fiche d'information préalable à l'acceptation des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets sur site 2

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Contrôle à l'admission
Prescription contrôlée : La société Gurdebeke SA [...] est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3, 27 et 30-I alinéas 1 et 4 de l'AMPG du 15/02/2016 [...] sous un délai maximal de 3 mois: - en refusant les déchets pour lesquels l'attestation du producteur, justifiant d'une opération préalable de collecte séparée ou de tri en vue d'une valorisation matière ou d'une valorisation énergétique, n'est pas présentée;
Constats : L'exploitant a présenté le modèle de FIP (fiche d'information préalable à l'acceptation des déchets), qui intègre au paragraphe 6: "Le producteur atteste avoir mis en place une opération préalable de collecte sélective ou de tri en vue d'une valorisation matière ou d'une valorisation énergétique selon le Code de l'Environnement Articles D543-278 à 285. Il certifie avoir mis en oeuvre les moyens techniques et économiques suffisants pour extraire la part valorisable de ses déchets, la fraction résiduelle représentant le déchet ultime au sens de l'article L 541-2 du Code de l'Environnement." Chaque client ayant signé la(les) FIP correspondant aux déchets qu'il envoie à l'ISDND, l'inspection considère que l'exploitant a bien pris les dispositions pour recueillir les attestations de valorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets sur site 3

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Contrôle à l'admission
Prescription contrôlée : La société Gurdebeke SA [...] est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3, 27 et 30-I alinéas 1 et 4 de l'AMPG du 15/02/2016 [...] sous un délai maximal de 3 mois: - en renforçant l'organisation mise en place afin de s'assurer de la conformité des déchets admis avec les codes déchets autorisés dans les FIP;
Constats : L'inspection a examiné les documents d'accompagnement des 3 chargements contrôlés lors de la visite: Bon de pesée, lettre de voiture, FIP. Les codes déchets sont cohérents et conformes aux déchets déchargés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets sur site 4

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/06/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Contrôle à l'admission
Prescription contrôlée : La société Gurdebeke SA [...] est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3, 27 et 30-I alinéas 1 et 4 de l'AMPG du 15/02/2016 [...] sous un délai maximal de 3 mois: - en renforçant l'organisation mise en place en matière de contrôle visuel afin de s'assurer de la conformité des déchets admis.
Constats : L'inspection a constaté la réorganisation du bureau où sont réalisées les opérations de réception, contrôle et pesée des chargements; désormais, l'opératrice peut visualiser les caméras plus aisément et sur ses 2 postes de travail. Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de défaut de contrôle des chargements. Pour une benne fermée de type compacteur, le contrôle aurait pu être renforcé au déchargement afin de s'assurer du contenu effectif; comme il était malgré tout conforme, l'inspection ne relève pas ce point.
Observations : L'inspection invite l'exploitant à plus de vigilance lorsque les bennes sont totalement fermées (exemple les compacteurs), ce qui empêche la visualisation du chargement avant qu'il ne soit vidé dans le casier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet